

Commission : Conseil Affaires Politiques Internationales

Question : La pénurie des ressources naturelles, source principale des conflits futurs ? Les conséquences d'une gestion court-termiste de notre planète.

Auteur : Jordanie

La Jordanie est profondément touchée par sa situation de rareté des ressources en général et de stress hydrique en particulier. En tant que pays importateur à hauteur de 96,5% de son énergie, nous sommes largement concernés par le devenir des ressources fossiles dont nous sommes encore très dépendants. Nous sommes déterminés à nous investir dans la mise en place d'une politique de promotion, de production et d'utilisation de ressources renouvelables mais cette transition ne pourra se produire sans des aides économiques. Notre pays est soumis pour 92% de son territoire à un climat aride chaud et plusieurs projets d'installation de centrales photovoltaïques sont déjà envisagés. Nous estimons qu'il s'agit d'une ressource qui pourra davantage être exploitée dans le futur. Cependant, un problème plus immédiat se pose : la gestion des ressources hydriques.

La question des ressources en eau est inhérente à la géographie de la Jordanie. Le territoire jordanien est en effet à 92% aride et chaud ; les précipitations y sont très faibles. La crise de l'eau jordanienne, s'explique en grande partie par l'aridité de la région, mais aussi par un contexte géopolitique défavorable. D'une part, Israël est parvenu à contrôler une grande partie des ressources de la région, et notamment du Jourdain, d'autre part, l'afflux des réfugiés fait peser une charge supplémentaire sur les ressources en eaux propres et potables, déjà faibles, de la Jordanie. Effectivement, l'accroissement démographique s'élève à 2,5% en moyenne par an, intimement lié aux vagues successives de migrations depuis 1948 : les Palestiniens depuis la guerre d'indépendance, et la guerre des Six-Jours, suivis des Irakiens depuis 2003, et plus récemment des Libyens et des Syriens fuyant la guerre civile. La consommation s'élève à 150 mètres cubes par an et par habitant, alors que le seuil « confortable » s'élève à 1700 mètres cubes. Cette raréfaction des ressources a d'ailleurs provoqué des tensions entre les populations locales du nord de la Jordanie et les populations syriennes vivant dans les camps, notamment à Zaatar.

La maîtrise de l'eau est donc devenue un objectif fondamental pour répondre aux besoins d'une population croissante et assurer la stabilité du régime du roi Abdallah. Dans notre pays, trois types de ressources sont exploitables : les eaux souterraines, les eaux de surface, et la mer, à travers les usines de dessalement.

Les eaux souterraines, qui représentent 54% des ressources disponibles, sont cependant surexploitées (selon les experts jordaniens, à hauteur de 200%) du fait de l'augmentation de la population.

Les eaux de surface sont la deuxième ressource disponible pour répondre aux besoins de la Jordanie. Mais la disponibilité de celles-ci est largement limitée par le caractère transfrontalier des ressources et donc par les relations politiques avec nos voisins.

La Jordanie soutient sa volonté de rendre le partage des ressources hydriques transfrontalières plus équitable. Cette notion de « partage équitable des ressources » n'est pas du tout utopique, plusieurs projets le prouvent comme celui du « Canal de la Paix » en collaboration avec l'Israël et la Palestine. Nous suivons en effet les progrès de celui-ci avec satisfaction : la première phase de construction est déjà prévue pour 2018. Ce canal reliant la Mer rouge et la Mer Morte, permettant d'éviter la disparition de ce dernier, ce qui aurait entraîné la fragilisation de l'écosystème et l'économie du Moyen-Orient, est la preuve de l'engagement de la Jordanie ainsi que de ses voisins dans les projets de gestion durable des ressources de notre planète.

Encouragée par ces projets en collaboration, la Jordanie soutient son implication dans une meilleure gestion des ressources hydriques au Moyen-Orient.